

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°15 - VENDREDI 20 NOVEMBRE 2008

## RETRAITES : un rééquilibrage est possible

La crise financière a fait une victime d'importance, la retraite par capitalisation. Les fonds de pension étaient déjà en grande difficulté avant même son déclenchement : le début de départ massif à la retraite de la génération du baby-boom a rendu impossible d'assurer les rentes attendues. La crise financière, qui a abouti à une dévalorisation massive des actifs, a fini d'emporter le système. On peut se demander comment vont vivre les dizaines de millions de retraités qui ont vu leur épargne fondre comme neige au soleil ? La réponse est assez simple : ils vont travailler plus longtemps et, même à la retraite, ils continueront à travailler pour compléter leur maigre pension.

C'est cette logique que le gouvernement veut imposer en France, alors même que la retraite par répartition protège les futurs retraités des convulsions boursières. Le gouvernement vient de prendre deux mesures allant dans ce sens : la possibilité du cumul total emploi-retraite et le report à 70 ans de la retraite pour tous les salariés qui le désirent. Ces deux mesures s'inscrivent dans une logique doublement mortifère. D'une part, elles présupposent une baisse importante du niveau des pensions. En effet, alors que les conditions de travail se détériorent et que de nouvelles pathologies liées à cette dégradation apparaissent, seule une telle baisse pourra pousser les salariés à «vouloir» travailler plus longtemps ou à «vouloir» cumuler leur retraite avec un emploi.

D'autre part, ces mesures reviennent à remettre en cause la solidarité entre les générations. En effet, si les actifs paient les pensions des retraités, en contrepartie, les salariés âgés doivent laisser leur place sur le marché du travail aux nouvelles générations. Cette exigence est d'autant plus forte que le chômage de masse perdure et même se développe. Au nom d'un prétendu libre choix, décaler l'âge de départ à la retraite revient à préférer entretenir le chômage des jeunes plutôt que de payer des retraites.

Le gouvernement argue d'un problème de financement pour justifier ce type de mesures. Or, le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) de novembre 2007 indique que le besoin de financement supplémentaire des retraites, avec la réglementation actuelle, ne serait que de 1 point de PIB en 2020, c'est-à-dire moins que la marge d'erreur des projections économiques sur la période ! Autant dire que les régimes seraient équilibrés. Si la nécessité s'en faisait sentir, une augmentation des cotisations patronales permettrait de résoudre un éventuel problème. Cette solution est d'autant plus possible que la part des salaires dans la valeur ajoutée a chuté de près de 10 points depuis le début des années 1980. Un rééquilibrage est donc tout à fait possible.

### LE MERLE MOQUEUR

Décidément, Ségolène Royal a plus d'un tour dans son sac. On ne voit plus aujourd'hui comment le PS pourrait lui échapper. Ses adversaires au sein du parti devraient aujourd'hui admettre qu'à chaque élection, elle arrive en tête, déjouant tous les pronostics des clercs et des apparatchiks. C'est une bonne nouvelle : celle, encore une fois, de la victoire de la base sur le sommet. Ségolène n'est pas de gauche : elle est gauche. Et c'est encore mieux. ●

### À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ [Communistes unitaires en session](#)

→ [Carte blanche à Mireille Fanon-Mendès-France](#)

→ [Des nouvelles de chez vous](#)

→ [Jeu de dames](#)

● **PIERRE KHALFA**, PORTE-PAROLE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

### L'assemblée générale du 15 novembre de l'Association des communistes unitaires (ACU) a confirmé la volonté de contribuer à la création d'une nouvelle force de transformation sociale et écologique, incluant une sensibilité communiste organisée.

**A**mbiance détendue, mais studieuse. Venus de toutes les régions, 120 participants ont débattu de quatre questions : l'espace politique commun mis en place à partir de l'appel lancé à l'initiative de *Politis*, le projet de « fédération de forces et de citoyens » et la préparation des élections européennes, et, en lien avec ces objectifs, les moyens pour avancer. Des motions ont été adoptées sur chacun de ces thèmes, pour traiter de manière précise mais synthétique les enjeux de fond en lien avec l'actualité : le départ de Mélenchon

et Dolez du PS mais aussi le choix majoritaire des militants du PS en faveur des options centristes ; le choix du PCF de proposer la constitution d'un front politique à l'occasion des élections européennes de juin 2009, les prises de positions des différents partenaires de la gauche alternative, et plus largement les difficultés du mouvement social...

#### Les suites de l'appel *Politis* et le projet de « fédération »

Après une introduction d'Olivier Madaule, l'assemblée a confirmé que le cadre de l'appel *Politis* constitue un espace précieux de débat et de travail sur l'alternative politique. Denis Sieffert (*Politis*) a exprimé son attention à l'approche développée ici, soulignant le besoin de travail de fond sur les grandes urgences politiques actuelles. Appréciant positivement l'évènement que constitue le départ de Jean-Luc Mélenchon et de Marc Dolez du Parti socialiste, il a aussi souligné que les annonces faites jusqu'à présent omettent l'enjeu central : réunir à terme toutes les sensibilités de la gauche de transfor-

mation sociale et écologique dans une même force politique. Sur les Européennes, il s'est exprimé en faveur d'une initiative politique d'ampleur pour mobiliser le plus large éventail de forces et le plus grand nombre de citoyens.

Des partenaires de la gauche de transformation sociale ont participé à la discussion, entre autres Jean-Jacques Boilaroussie (les Alternatifs), Yves Salesse, Pierre Cours-Salies (Collectifs unitaires), Francis Sitel (Unir). Plusieurs autres étaient présents, tels Gilles Monsillon (Verts), Clémentine Autain, ou ont tenu à nous saluer, comme Eric Coquerel.

La conception de la nouvelle formation politique a constitué un point clé de la discussion, avec la question du pluralisme, en rupture avec un siècle

d'une conception partisane où l'efficacité se fonde sur la discipline militante. Aussi le cadre de *Politis* constitue-t-il le lieu idéal pour le lancement d'un processus le plus

large possible, au sens où il est d'emblée large, composite. Mais cela supposerait que ses participants le décident ensemble.

Plusieurs intervenants ont souligné les difficultés actuelles, avec à la fois la profusion d'espaces de mobilisation et d'initiatives, la concomitance des enjeux concernant les contenus de l'alternative politique - les questions de programmes, de projet -, les stratégies et la question de l'organisation. Dans le même temps, le déclic que constitue le choix de Jean-Luc Mélenchon ouvre une nouvelle période, où le champ du possible s'élargit, supposant de nouvelles initiatives libérant les énergies potentielles.

Concernant le projet de « fédération de

forces et de citoyens », auquel pour l'instant s'associent les Communistes unitaires, les Alternatifs, la Coordination des collectifs unitaires et certains courants issus de l'écologie radicale (les Alter Ekolos et Ecologie solidaire), la discussion a porté sur la nécessité de travailler la globalité des questions et non la juxtaposition de pôles, de construire une culture commune grâce au métissage des apports et au cheminement de tous.

C'est à la fois la difficulté de l'exercice et tout l'enjeu de cette construction nouvelle : il ne peut s'agir de graver dans le marbre une initiative partielle ; à l'inverse, il s'agit d'être prêt à fusionner ou à se fondre dans un ensemble plus large. Autrement dit, la question n'est pas de structurer à côté des pôles existants un « pôle autogestionnaire », mais de marquer un premier pas en direction de la constitution d'une force qui comprendra à terme ces différentes cultures politiques de la gauche alternative. Certains participants ont souligné la difficulté de lancer une telle initiative, vu l'éparpillement actuel des forces : la motion a été modifiée pour renforcer encore l'idée d'un processus, plutôt que celle d'une création ex-nilo.

Autre difficulté : la multiplication des lieux de débats et d'initiatives politiques, mille-feuilles incompréhensible par les citoyens, qui peut conduire à s'épuiser dans des débats réservés à des microcosmes au lieu de développer des initiatives en direction du plus grand nombre, et notamment des acteurs du mouvement social.

#### Les élections européennes

Dès l'introduction de Bruno Bessières, l'appréciation positive des prises de position récentes du PCF, du Parti de la gauche et d'autres acteurs en faveur de listes de rassemblement pour le scrutin de juin 2009 va de pair avec la réflexion sur les conditions de réussite : ancrage populaire d'une campagne conçue

en commun et portée par le plus large cadre possible, impliquant des syndicalistes et d'autres acteurs du mouvement social, avec le rôle que pourrait jouer là aussi l'appel de Politis. Les Communistes unitaires s'engagent à y oeuvrer. C'est le sens de la motion sur l'enjeu des élections européennes.

Plusieurs intervenants ont souligné qu'une dynamique unitaire pourrait avoir un impact citoyen considérable, du même type que ce qui s'est passé en 2005 face au Traité constitutionnel européen, par opposition avec le divorce consommé entre les aspirations sociales et démocratiques et l'actuel fonctionnement de l'Union européenne. Enfin a été soulignée l'idée que les échéances électorales ne doivent pas conditionner

## Pour les Communistes unitaires, les échéances électorales sont un moment d'une démarche politique beaucoup plus large.

l'ensemble de la démarche des communistes unitaires, mais comme un moment – certes important – d'une démarche politique beaucoup plus large.

### Des moyens développer l'Association

La dernière séquence de la journée a été consacrée aux moyens que se donnent les Communistes unitaires pour développer leurs initiatives politiques, incluant un échange, à poursuivre, sur la conception de l'organisation comme sur les pratiques de travail.

Au cours des derniers mois, l'Association a gagné en légitimité, en développant ses initiatives propres, ses relations dans tout le champ de la gauche alternative, tout en contribuant aux dif-

férents espaces existants: débats de la fête de l'Humanité, les séances de travail avec les Alternatifs, contacts bilatéraux et multilatéraux avec de nombreuses composantes de la gauche de transformation sociale et écologique, participation active au sein de l'appel de *Politis*. Il s'agit maintenant de prolonger et d'aller au-delà dans la démarche, dans l'action.

Après présentation d'un projet de budget, décision de principe a été prise de créer une association de financement, afin de pouvoir recueillir les dons et contributions d'élus, tout en travaillant à la «codification» des relations financières entre l'association nationale et les associations ou comités locaux. Le collectif d'animation a été élargi. Mais surtout, une question décisive est maintenant de travailler à développer l'implantation locale de l'Association, dans le cadre des convergences possibles, et à systématiser la présence publique des Communistes unitaires.

● MICHÈLE KIINTZ ET GILLES ALFONSI

## DES MOTS TOURNÉS VERS L'ACTION

Extraits des quatre motions adoptées le 15 novembre.

### La préparation des Assises pour le changement

«(...) Des «Assises pour un vrai changement» seront organisées début 2009. (...) Les Communistes unitaires sont partie prenante du travail engagé. Dans ce cadre, nous proposons :

- de prendre une initiative publique forte concernant les élections européennes ;
- d'inscrire le travail thématique en lien avec la réflexion sur ce que doit être une alternative politique (...);
- de traiter explicitement les questions qui font divergence.

(...) Il est temps de casser les murs et d'oeuvrer au métissage de la culture républicaine, de la culture autogestionnaire et de l'approche écologique, des expériences syndicales, de la militance associative et de l'engagement de parti, des approches sectorielles de type programmatique et de l'approche globale, en prenant pleinement en considération toutes les formes de domination, qui s'entremêlent.

Enfin, vient la question de la force politique de transformation sociale et écologique.

(...) Aucune alternative politique ne peut s'envisager sans dynamique politique pour la porter, c'est-à-dire sans que ses propositions prennent force politique, dans un rassemblement pluraliste,

avec une visée explicite de société alternative et par des actions politiques de rupture avec le capitalisme, sur des propositions de transformation allant au-delà de la seule défense des acquis sociaux, et en ne se limitant pas aux échéances électorales.

Une question centrale pour la prochaine période est de savoir si les citoyen-ne-s désireux de s'engager en politique vont construire ensemble un espace politique commun (...).

Une autre question centrale est de savoir si les forces existantes et celles qui aujourd'hui sont en cours de constitution

### Aucune alternative politique ne peut s'envisager sans dynamique politique pour la porter.

– NPA, Parti de gauche lancé par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez... avec lesquels nous souhaitons en débattre – mettront leurs énergies au service de la construction d'un nouveau projet et d'une nouvelle force (...)

Si le cadre commun ne doit d'aucune manière être cassé par la captation par telle ou telle partie du tout, il revient tout de permettre à ce que chacun puisse trouver sa place. Il revient aux participants qui le souhaitent de dire s'ils considèrent qu'un processus en vue de la constitution d'une nouvelle force de transformation sociale et écologique doit être lancé.

Les Communistes unitaires vont multiplier les rencontres, à tous les niveaux, avec tous les partenaires possibles, pour en débattre.

## ●●● La fédération des forces et des citoyens

Partie prenante de l'appel lancé à l'initiative de *Politis*, certaines forces – la Coordination nationale des collectifs, les Alternatifs, des courants issus de l'écologie radicale, les Communistes unitaires – ont commencé ces derniers mois à réfléchir sur les moyens de franchir un cap vers la constitution d'une nouvelle force politique. Des militants s'associent à cette démarche.

Ainsi s'est affirmée la nécessité de fédérer ces énergies, en engageant un processus pour une «fédération de forces et de citoyen-ne-s».

(...) Par «première étape», nous entendons pour notre part réunion d'un premier cercle de forces et de citoyen-ne-s souhaitant d'ores et déjà contribuer à la création d'une nouvelle force. Nous souhaitons que le lancement de cette initiative implique le plus grand nombre d'acteurs du mouvement social et politique, du monde de la culture et de la recherche.

Les Communistes unitaires restent entièrement tournés vers leur objectif stratégique: réunir dans une même formation politique tous les courants de la gauche de transformation sociale et écologique, pour obtenir des percées anticapitalistes et ouvrir des perspectives concrètes de transformation. C'est dans cette logique que nous défendons l'inclusion de cette initiative au sein de la dynamique autour de l'appel de *Politis*, et que nous ne préjugeons pas des possibilités ultérieures et des modalités d'initiatives majeures pour la constitution d'une telle force politique.

La fétichisation des organisations nous paraît contradictoire avec l'objectif politique de constitution à terme de la force politique de transformation sociale qui fait défaut en France. (...)

Nous proposons maintenant :

- de mettre en place, en collaboration avec les différents partenaires engagés peu ou prou dans la démarche, une coordination permettant d'échanger régulièrement sur cette initiative. Les formes en seront à discuter lors de la préparation d'une Assemblée des participants, qui pourrait aussi en désigner les membres (représentants des régions et des composantes politiques). Une première Assemblée générale pourrait avoir lieu début 2009,
- de mettre en place des forums et réseaux publics, espaces communs permanents de débats et d'initiatives tournés vers la création d'une nouvelle force politique de transformation et écologique (...),
- de travailler ensemble au sein des mouvements sociaux afin de construire avec les intéressés des contenus et des initiatives politiques pour des ruptures profondes avec le système capitaliste, en s'exprimant sur l'actualité,
- au-delà de l'ouverture des supports respectifs déjà existants aux sensibilités participants à la fédération, de mettre en place des outils communs pour assurer la visibilité de cette fédération, - de décider ensemble et conduire ensemble toutes actions utiles à l'appropriation populaire du processus que nous engageons.

## Pour des listes unitaires aux élections européennes

Avec la crise financière mondiale, et la crise économique et sociale, la rupture avec l'Europe libérale n'a jamais été aussi

nécessaire. La situation en France est en forte imbrication avec le mode de construction de l'Union européenne. C'est dans ce domaine que le divorce entre les aspirations sociales et démocratiques et la représentation institutionnelle est la plus forte.

Il est possible d'enclencher maintenant une dynamique, dans la rue et dans les urnes, pour rompre avec l'Europe libérale et réorienter la construction européenne, à partir des contenus solides élaborés lors des mobilisations des dernières années.

(...) Le Conseil national du PCF vient de lancer un appel «aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité (...)» pour se rassembler à l'occasion de l'échéance de juin prochain. (...) D'autres acteurs de la gauche de gauche se sont exprimés ou débattent maintenant sur l'hypothèse de participer à une dynamique du type de celle de 2005 (...).

Le NPA doit débattre au cours des prochaines semaines de sa stratégie pour le scrutin de juin 2009. Certains dirigeants du NPA ont cependant fait part de leur scepticisme sur la possibilité d'une convergence électorale.

La position des Communistes unitaires est que la constitution

de listes unitaires de la gauche de gauche constitue une priorité politique majeure, articulée du développement des luttes et à d'autres initiatives de convergence dans toute l'Europe, avec la présence de candidats issus des pays de l'Union. (...)

Les Communistes unitaires proposent :

- l'organisation d'initiatives en faveur d'une telle dynamique, notamment la tenue d'un large rassemblement coorganisé du type «Une mutualité pour une autre Europe», articulant l'énonciation des lignes forces pour rompre avec l'Europe libérale et réorienter fondamentalement la construction européenne et la mobilisation pour des listes unitaires en juin 2009,
- le lancement sans tarder d'un appel, type «Appel des 200», qui avait lancé la mobilisation face au TCE en 2005, en faveur de la constitution de telles listes.

(...) Ils participeront à la journée de mobilisation du 6 décembre, à l'initiative du collectif pour une autre Europe.

## Développer l'association, participer à la construction de rassemblements

(...) La question est maintenant de changer d'échelle en termes de moyens pour rendre ces initiatives plus visibles au grand public, donc bien au-delà des cercles militants que nous touchons aujourd'hui, et pour encourager la participation d'un nombre beaucoup plus importants de citoyen-ne-s intéressés.

Il est décidé pour cela :

- la création de pôles de travail, par exemple: «moyens financiers», «organisation interne», «intervention dans l'actualité», «rencontres des partenaires», «initiatives politiques», «implantation locale (avec des correspondants régionaux)», incluant la déconcentration des initiatives (...),
- l'instauration d'une grille de cotisations proportionnelles aux revenus et l'élaboration d'un règlement financier intérieur (incluant les questions d'articulation entre national et local),



• la création d'une association de financement, incluant dans son objet l'objectif de création d'une force politique de transformation sociale et écologique au sein duquel prendrait place

### Nous proposons le lancement d'une initiative très large pour la constitution de listes unitaires aux élections européennes.

ation et d'organisation de l'association (y compris la question des porte-paroles). ●

Le texte intégral de ces motions est disponible sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

une sensibilité communiste,  
• la confirmation du rôle de Cerises, disposant à la fois d'une autonomie éditoriale comme aujourd'hui et d'un lien étroit avec l'association. Le Collectif d'animation est chargé de la mise en oeuvre de ces décisions et de poursuivre la réflexion sur l'ensemble des questions d'ani-

### UN COLLECTIF POUR ANIMER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACU

Les membres de ce collectif sont Gilles Alfonsi, François Asensi, Xavier Aubert, Michel Auslender, Bruno Bessière, Luc Bourdige, Jean-Marie Bourgoin Jean Brafman, Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Christophe Cavard, Lionel Chassaing, Daniel Dalbera, Chantal Delmas, Catherine Destom-Bottin, Frédéric Dutoit, Bernard Floris, Pierre Goldberg, Moustapha Gueye, Michèle Kiintz, Pierre Laporte, Sylvie Larue, Olivier Madaule, Roger Martelli, René Moustard, André Pacco, Dominique Pierronnet, David Prault, Daniel Rome, Jacqueline Rouillon, Guy Stoll, Nadine Stoll, Catherine Tricot, Sylvie Tricot, Pierre Zarka.

### A VOT' BON CŒUR...

Parlons argent.

#### Le fait que Cerises soit gratuit ne signifie pas qu'il ne coûte rien.

Cerises coûte à l'association des Communistes unitaires environ 500euros par semaine.

Nous demandons à tous les lecteurs qui le peuvent de contribuer à remplir le panier de Cerises en versant à l'association des Communistes unitaires.

**confiance** : un versement régulier, mensuel, même petit, est une source de sécurité pour l'association.

Si vous le pouvez, optez pour [la version prélèvement automatique.](#)

## RENCONTRE Communistes unitaires - NPA

**L'Association des communistes unitaires (ACU) et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) se sont rencontrés le 13 novembre. Compte-rendu.**

Lors de cette rencontre, il a d'abord fallu dissiper un malentendu sur l'ACU prise pour une tendance du PCF alors que la moitié environ de ses membres n'en font pas partie. Le NPA, dont le congrès se tiendra les 30, 31 janvier et 1er février, revendique 400 comités locaux. Outre les adhérents de la LCR, il regroupe des syndicalistes, des déçus de l'échec du rassemblement antilibéral à la présidentielle et d'autres encore qui se sont tournés vers « la seule chose neuve qui émergeait à gauche » jusqu'à une période récente. La diversité des parcours se traduit par une diversité des idées et aboutira à une codification du droit de tendance.

Le NPA et l'ACU estiment chacun que la crise pose encore plus fortement la question de l'alternative au capitalisme. C'est sur les voies pour y parvenir que les divergences se font jour entre les deux et au sein même du NPA. Si personne ne conteste que la division de la gauche de transformation sociale laisse l'hégémonie au capitalisme dans la société et au PS à gauche, les actes ne suivent pas. Ainsi, le NPA n'est-il pas partie prenante de l'appel *Politis*, même si certains en sont partisans. Le positionnement d'Olivier Besancenot traduit une hostilité à des listes communes aux européennes que, semble-t-il, d'autres souhaiteraient. La condition émise par le NPA pour de telles listes est un accord sur le programme; accord considéré par certains comme impossible, notamment avec le Parti de gauche lancé par Jean-Luc Mélenchon, ce qui n'est pas l'avis exprimé par les Communistes unitaires. Le NPA en débattrait à nouveau, début décembre.

On peut se demander si toute une partie des adhérents du NPA vont se contenter durablement d'une posture d'opposition sans réelle perspective alternative. Rien n'est moins sûr. Comme le NPA l'a lui-même dit lors de la rencontre, il s'agit de répondre au besoin de perspective politique, au delà de la popularité de Besancenot. C'est bien le problème auquel nous n'avons pas le sentiment que le NPA réponde.

Autre point de discussion, et de divergence: la référence au communisme, qui disparaît purement et simplement des derniers textes élaborés par le NPA.

Le débat sur ces différents sujets, en particulier sur les européennes, se poursuivra lors d'une prochaine rencontre.

● Bruno Bessière



## RÉINVENTER ET RÉ-ENCHANTER LE COMMUNISME MUNICIPAL.

Au cœur d'une ville de banlieue (51 000 habitants), Stéphane Gagnon nous emmène au cœur d'un quotidien – vraiment – pas comme les autres. Maire de Sevran, personne n'y croyait vraiment à part peut-être François Asensi – dont il était le collaborateur – et quelques autres, communistes locaux notamment. A peine installé dans le fauteuil de premier magistrat, le jeune élu demande un audit sur les finances de la commune : « ce n'est pas alarmant, c'est désespéré » prévient le rapport ! La Ville voit rouge. Répartir les richesses ? Oui, répond l'élu. L'intercommunalité ? « Dans une zone où toutes les villes sont pauvres, ce n'est qu'un partage de la misère communale », avoue-t-il. Le constat est d'autant plus navrant que les inégalités territoriales sont criantes. Les impôts y sont plus élevés que partout ailleurs. Tout un paradoxe. C'est dans les villes les plus en difficulté que les impôts sont les plus conséquents. Même constat pour les transports. Les Parisiens payent leur titre de transport trois à quatre fois moins cher que les habitants des communes de banlieue alentours. Alors pour Stéphane Gagnon, l'une des clefs du changement se trouve peut-être du côté du Grand Paris, institution nouvelle et dont les compétences (eau, transports, habitat etc.) pourraient enfin être adaptées à un périmètre pertinent, les richesses étant ainsi mieux réparties.

Sur la gauche, le regard de l'élu est très critique. Pour Gagnon, la gauche a perdu ses fondamentaux. Il revient notamment sur la nécessaire prise en compte de la question de l'insécurité, sujet abandonné – voire interdit – dans les rangs de la gauche. Il regrette aussi le nombrilisme ambiant de toute la gauche engluée dans un microcosme franco-français et qui déserte ainsi le terrain de l'internationalisme. Sur le plan politique, Stéphane Gagnon pense que « le PCF est mort », tout comme le communisme municipal : « actuellement une gestion communiste ressemble à une socialiste, voire même à des expériences menées par des élus de droite ». Il ne veut plus se contenter de « gérer », reprend-il en boucle. Pour 2012, il appelle de ses vœux « des primaires générales à gauche » pour porter une dynamique de rupture et ainsi « construire un projet commun, développer de nouvelles réponses pertinentes, de vraies propositions de réformes radicales ».

● P.J.

Stéphane Gagnon, avec Sylvia Zappi, *A Ceux que la gauche désespère*, Le cherche midi, Paris, 2008, 155 p., 10 euros.

## COCKTAIL

RUBRIQUE RÉALISÉE PAR PIERRE JACQUEMAIN

● **Correspondance.** C'est un bien drôle échange de courrier que *Libé* a publié mercredi dans ses colonnes. Keynes écrit à Marx qui lui répond. Le premier naissait quand l'autre mourrait. Ils ne se sont pas connus. Jean-Marie Haribey – économiste et co-président d'Attac – se met dans la peau des deux intellectuels le temps d'un échange de courrier. Extrait. « Mon cher Marx (...) je dois reconnaître que vous m'avez bluffé. A vrai dire, je ne croyais pas à une nouvelle crise. J'avais si méthodiquement décortiqué l'incapacité du marché à produire un équilibre de plein emploi que j'avais amené tous les gouvernements du monde à plus de sagesse : aucun n'aurait laissé s'envenimer une crise sans réagir (...) avec beaucoup de retard, je reconnais mon scepticisme à votre égard, emporté par mon goût pour les classes cultivées » et de conclure modestement : « Il n'empêche, nous sommes les seuls à avoir saisi l'essentiel, cela devrait nous rapprocher sur la suite à donner ». La réponse de Marx en extrait : « je vous avoue que mon premier mouvement, en découvrant votre lettre, fut de savourer ma revanche (...) car où avez-vous trouvé, sinon dans mon Capital, l'accumulation, le travail comme seul facteur productif, la possibilité des crises, l'inanité de la loi des débouchés de cet imbécile de Say, le rôle de la thésaurisation que vous avez rebaptisée préférence pour la liquidité, et même le rôle de la monnaie dont les ignorants vous décernent la paternité ? (...) Je vous entends déjà plaider en faveur de la régulation (...) j'ai lu vos Perspectives économiques pour nos petits-enfants et cela m'a bien plu. Un soir de beuverie dans une taverne londonienne, j'aurais pu le signer (...) ils trembleraient bien davantage s'ils savaient où nous voulons les conduire : à la reddition (...) je vous promets, mon cher Keynes, de ne plus me moquer de vos manies régulatrices ». A lire en entier sur le blog de Jean-Marie Haribey : <http://haribey.u-bordeaux4.fr/>

● Congrès des Alternatifs... Le congrès national des Alternatifs s'est tenu à Lyon du 7 au 9 novembre. Une des motions adoptées indique : « Les Alternatives proposent la constitution d'une fédération de forces politiques et de militant-e-s de la gauche alternative », démarche qui « ne se confond pas avec l'appel Politis ». La fédération est présentée comme « une perspective partielle mais indispensable pour concrétiser la convergence de militant-e-s et forces disponibles pour un pas en avant politique et organisationnel ». Les Alternatifs proposent notamment que le processus s'engage dans les semaines qui viennent par l'organisation de débats et d'actions communs et qu'une première assemblée soit organisée au premier trimestre de l'année 2009 pour « poser

les bases de la fédération ». Lors d'une séance plénière en présence de représentants de différents courants politiques de la gauche de gauche, Gilles Alfonsi (Communistes unitaires) a indiqué d'une part qu'aucune « alternative politique ne peut s'envisager sans dynamique pour la porter, ce qui pose la question de faire ensemble force politique », d'autre part que la fédération constitue une étape, l'objectif majeur étant de réunir dans une même organisation les différents courants de la gauche de gauche : « On ne pourrait être satisfait de voir s'organiser un pôle républicain, un pôle autogestionnaire, un pôle écologiste... alors que la question est de constituer une force politique pluraliste, métissant les cultures militantes ». Une autre motion du congrès a été adoptée pour « que se réalise l'unité la plus large à l'échance européenne ».

● **Sauvons les RASED.** 3000 postes issus des RASED vont être supprimés. Le Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté est très sérieusement menacé. « La brutalité de cette décision vient souligner la contradiction d'une politique ministérielle qui prétend faire de la lutte contre l'échec scolaire une "priorité". La mise en place des deux heures d'"aide personnalisée" ne peut se substituer au travail effectué dans le cadre des Réseaux d'Aides, qui ont été créés pour répondre aux besoins particuliers des élèves en difficulté. Nous exigeons le maintien des aides spécialisées proposées par le dispositif des RASED et ses trois catégories de professionnels titulaires de diplômes spécifiques (maître E, rééducateur et psychologue de l'éducation nationale). Nous exigeons l'abandon de la suppression des 3000 postes. Nous demandons l'ouverture immédiate de discussions sur le devenir et le développement des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté ».

A signer sur [www.sauvonslesrased.org/index.php?p=4](http://www.sauvonslesrased.org/index.php?p=4)

Cerises est édité par les Communistes unitaires  
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de Cerises : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Amand Viviant, avec la collaboration de Marie-Agnès Combesque



## DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

|                                      |
|--------------------------------------|
| NOM, PRENOMS, ET ADRESSE DU DEBITEUR |
|--------------------------------------|

|   |
|---|
| DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER |
|---|

|                  |         |              |     |
|------------------|---------|--------------|-----|
| COMPTE A DEBITER |         |              |     |
|                  |         |              |     |
| Banque           | Guichet | N° de compte | clé |

|  |
|--|
| NOM ET ADRESSE DU CREANCIER                                |
| ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES<br>143 RUE DU TEMPLE |
| 75003 PARIS  |

Date :

Signature

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 1/4/80 de la Commission Informatique et Libertés.



## AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Numéro national d'émetteur

**541628**

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

|                                      |
|--------------------------------------|
| NOM, PRENOMS, ET ADRESSE DU DEBITEUR |
|--------------------------------------|

|  |
|--|
| NOM ET ADRESSE DU CREANCIER                                |
| ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES<br>143 RUE DU TEMPLE |
| 75003 PARIS  |

|                  |         |              |     |
|------------------|---------|--------------|-----|
| COMPTE A DEBITER |         |              |     |
|                  |         |              |     |
| Banque           | Guichet | N° de compte | clé |

|  |
|--|
| NOM ET ADRESSE DE L'ETABT TENEUR DU CPTA A DEBITER |
|  |
|  |
|  |

Date :

Signature

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) ou postal (R.I.P.).

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements présentés par l'Association des Communistes Unitaires d'un montant de ..... € par mois /trimestre/semestre (1)

Fait à ....., le .....

signature

(1) rayer la mention inutile